

au- contraire n'a nulle proportion assignable avec le capital entier des dettes dont on prétend annoncer le remboursement , c'est donc réellement à la nécessité publique qu'on enleve le secours indispensable de ces impôts extraordinaires qu'on refuse à la Caisse des Amortissemens , c'est donc en vain qu'on fait espérer une libération effective de l'Etat du succès d'une opération qui , tout au plus , dans un nombre d'années , n'amèneroit qu'une légère diminution de charges , à peine sensible dans le premier instant où les moindres événemens pourroient renouveler les besoins ; on ne présente donc au fond qu'une vaine apparence ; on fait donc , Sire , illusion & à V. Majesté & à l'Etat ; on simule plutôt qu'on ne tend à effectuer un projet de libération , prétexté pour soutenir la multiplicité & la perpétuité des impôts , étayé de quelques commentemens , plus encore d'annonces d'exécution pour colorer le prétexte & faire face à la réclamation. Il en seroit , Sire , tout autrement si l'on vouloit assigner à la Caisse des Amortissemens la totalité des produits d'impositions immenses dont la masse ne pourroit manquer d'avoir une proportion réelle avec les dettes de l'Etat , si dès l'année présente on voyoit des payemens ouverts , non d'une somme fixée comme au hasard & dont le montant n'est pas même manifeste , mais de sommes proportionnelles au montant des trois vingtièmes , de la double Capitation & des autres fraix de la guerre dont V. Maj. jouit en entier toute cette année , sans avoir les charges auxquelles ils furent destinés.

Ce ne seroit pas encore assez , si l'on ne voyoit ces sommes , vraiment capables d'influer dans les comptes de l'Etat , être destinées aux remboursemens les plus urgens , à ceux ou qui sont les plus réellement onéreux ou qui tiennent dans un état de souffrance les Créanciers qui attendent la rentrée de leurs fonds ; alors on commenceroit à donner quelque créance à l'annonce de la nécessité , on en entreverroit le terme , on s'animeroit à y faire face : mais , en tête du premier état , qu'on présente à l'Europe , des dettes nationales que V. Maj. se propose de rembourser , ce sont des lots de faveur , des primes d'annuités , tous payemens qui vont en pur gain à ceux